



# FICHE FILIÈRE GRANDES CULTURES

Les grandes cultures évoluent dans un contexte de volatilité des marchés, de pression sur les charges et d'adaptation climatique. Prendre du recul permet de mieux maîtriser ses coûts, sécuriser ses rendements et anticiper les évolutions réglementaires.

Ce que vous trouverez ici:

- Les chiffres clés de la filière
- Les tendances actuelles
- Les risques à anticiper
- Les enjeux stratégiques pour votre exploitation
- Les obligations essentielles
- Les leviers concrets pour avancer

Objectif : Vous aider à piloter votre exploitation avec une vision globale, pour décider, investir et évoluer avec méthode.





# CONSTRUIRE UN MODÈLE RÉSILIENT, VALORISÉ ET DURABLE

« S'adapter, se développer et pérenniser son exploitation face aux transitions »

## 01 PRÉSENTATION DE LA FILIÈRE

La filière des grandes cultures constitue un pilier historique de l'agriculture française, avec des productions majeures comme le blé tendre, le maïs, l'orge, le colza, la betterave sucrière ou les pois protéagineux. Ces cultures jouent un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire, l'équilibre des systèmes d'élevage, la production énergétique et industrielle (éthanol, huile, sucre, biomatériaux), mais aussi dans la gestion des paysages agricoles.

Les exploitations sont souvent à forte dominante céréalière, de taille variable, parfois sans élevage, et utilisent des outils de production mécanisés et technicisés. Elles sont aujourd'hui confrontées à des enjeux forts : coûts de production élevés, aléas climatiques, attentes sociétales sur les intrants et la biodiversité, et évolution rapide des débouchés (alimentaire, bioéconomie, marchés mondiaux...).

### Quelques chiffres clés :

- **8,7** millions d'hectares de céréales à paille (blé tendre, orge, avoine...)
- **1,5** million d'ha de maïs grain, **1,4** million d'ha de colza, **400 000** ha de tournesol
- Environ **400 000** ha de betteraves sucrières
- Plus de **230 000** exploitations en grandes cultures (dont de nombreuses en polyculture-élevage)
- Environ **12 %** des exploitations engagées dans une démarche HVE, MAEC ou certification environnementale
- La France est le **1<sup>er</sup>** producteur de céréales de l'UE et un acteur majeur sur les marchés mondiaux

## 02 TENDANCES ACTUELLES (2025)

Les producteurs de grandes cultures doivent composer avec un contexte de plus en plus mouvant, mais plusieurs dynamiques de transition ouvrent des leviers de valorisation ou de sécurisation du modèle.

### Pression sur les charges et la rentabilité

- Le coût des intrants (engrais azotés, carburants, phytos, semences) reste élevé, avec une volatilité forte.
- Les débouchés fluctuent : concurrence internationale, prix mondiaux, incertitudes sur les exportations.
- La maîtrise des charges et la sécurisation des débouchés deviennent des enjeux majeurs de gestion.

### Attentes croissantes sur la traçabilité et l'origine

- La traçabilité, l'origine locale ou les productions sans traitement post-récolte sont de plus en plus demandées (meunerie, alimentation animale, GMS, circuits courts).
- Répondre à ces cahiers des charges, même simples, peut ouvrir de nouveaux débouchés plus rémunérateurs.



### Réduction de l'usage des phytos : contrainte ou opportunité ?

- Les réglementations européennes et nationales (plans Ecophyto, interdictions de substances actives, ZNT...) poussent à réduire les phytosanitaires.
- Mais cette réduction peut fragiliser les marges sans solution alternative (rotation, sélection variétale, bio-contrôle).
- Les démarches de transition raisonnée ou agroécologique deviennent des pistes concrètes pour gagner en résilience.

### Transition climatique et adaptation agronomique

- Sécheresses, fortes chaleurs, excès d'eau... les aléas climatiques rendent la production plus incertaine.
- Cela oblige à revoir certaines pratiques : choix variétal, date de semis, couverts végétaux, travail du sol.
- Anticiper ces changements permet d'éviter des pertes et de sécuriser les rendements à moyen terme.

### Nouvelles valorisations possibles : carbone, énergie, biodiversité

- Des projets se développent autour de la valorisation carbone (Label Bas Carbone grandes cultures), de la biomasse, ou des services écosystémiques.
- Les haies, jachères fleuries, bandes enherbées, rotations avec légumineuses sont mieux reconnues.
- Ces pratiques peuvent générer des revenus complémentaires et renforcer l'image environnementale.

## 03 ANALYSE DES RISQUES

PILERS DU DIAGNOSTIC	RISQUES OBSERVÉS
VISION & STRATÉGIE DE L'EXPLOITATION	<p><b>Risque : Perdre en visibilité dans un contexte instable</b>  <i>Marchés volatils, évolutions réglementaires rapides, coûts imprévisibles... Sans stratégie claire, difficile de faire les bons choix techniques ou d'investissement.</i></p> <p>→ Structurer une vision à 3-5 ans permet d'anticiper plutôt que de subir.</p>
CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS HUMAINES	<p><b>Risque : Charge mentale et isolement du décideur</b>  <i>Gestion technique, administrative, financière... souvent concentrée sur une seule personne. Peu de temps pour prendre du recul.</i></p> <p>→ Des outils simples existent pour poser un cadre, prioriser les chantiers, et mieux s'entourer.</p>
ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	<p><b>Risque : Fragilisation du modèle face au climat et aux normes</b>  <i>Sécheresses, pertes de fertilité, obligations sur les couverts ou les distances de traitement : les contraintes augmentent.</i></p> <p>→ Adapter les pratiques peut renforcer la résilience et ouvrir des accès à des soutiens publics (MAEC, écorégimes, aides carbone).</p>
PRATIQUES RESPONSABLES ET QUALITÉ DES PRODUCTIONS	<p><b>Risque : Ne pas répondre aux nouveaux cahiers des charges</b>  <i>Les filières attendent plus de traçabilité, moins de résidus, plus de régularité. Ne pas évoluer peut fermer certains débouchés.</i></p> <p>→ Améliorer quelques pratiques clés permet souvent de rester dans la course sans bouleverser tout le système.</p>



### ANCRAGE TERRITORIAL ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

#### Risque : Isolement progressif de l'exploitation dans son territoire

Moins de lien avec les riverains, les acteurs locaux, les jeunes générations. L'agriculture devient moins visible.

→ Participer à des projets de territoire, s'ouvrir au public, collaborer avec les collectivités ou les écoles crée de nouvelles opportunités.

## O4 ANALYSE DES ENJEUX

PILIER DU DIAGNOSTIC	RISQUES OBSERVÉS
VISION & STRATÉGIE DE L'EXPLOITATION	<b>Anticiper pour rester maître de ses choix</b> Entre volatilité des prix, évolutions PAC, attentes filières et contraintes environnementales, il est stratégique de fixer ses priorités et de se donner une feuille de route claire.
CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS HUMAINES	<b>Renforcer la lisibilité et l'organisation du travail</b> L'exploitant est souvent seul face à une charge croissante : clarifier les tâches, intégrer progressivement du relais ou structurer la gestion permet de préserver sa santé et d'envisager la suite (transmission, croissance, diversification...).
ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	<b>Concilier production, autonomie et exigences environnementales</b> La gestion durable des sols, de l'eau, des intrants devient incontournable : ce sont aussi des leviers de performance (fertilité, économies d'intrants, accès aux aides MAEC, résilience face aux aléas).
PRATIQUES RESPONSABLES ET QUALITÉ DES PRODUCTIONS	<b>Répondre aux exigences sans perdre en productivité</b> Mieux raisonner les traitements, assurer la traçabilité, travailler avec les filières... permet de maintenir sa place dans des marchés qui évoluent rapidement.
ANCRAGE TERRITORIAL ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	<b>Faire reconnaître le rôle structurant des grandes cultures</b> Les céréaliers sont souvent peu visibles mais essentiels : économie locale, aménagement du territoire, entretien du paysage, débouchés pour l'élevage... Valoriser cet impact peut renforcer la légitimité et ouvrir des partenariats.

L'accompagnement stratégique du Crédit Agricole aide à structurer ces enjeux, à poser un diagnostic clair et à construire un plan d'action adapté, pour renforcer la performance globale de l'exploitation.

## O5 ATTENTES RÉGLEMENTAIRES

La réglementation évolue, mais bien comprise, elle peut être un levier d'amélioration technique, de sécurisation financière et de gain d'efficacité.





SUJET RÉGLEMENTAIRE	DÉCRYPTAGE
PAC 2023-2027	<p><b>Enjeu : conditionnalité renforcée pour les aides et bonus environnementaux</b> Accès aux écorégimes via trois voies principales : pratiques agricoles (couverts, diversité culturelle, prairies...), certification environnementale (HVE), ou indicateurs agroécologiques.</p> <p><b>Opportunités pour l'exploitation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Jusqu'à 80 €/ha d'écorégime selon les pratiques (source : ministère)</li> <li>Incitation à maintenir des rotations, des prairies temporaires ou à intégrer des légumineuses</li> <li>Bonus MAEC possibles en complément (zones humides, couverts longs, rotations...)</li> </ul>
DIRECTIVE NITRATES ET ZONES VULNÉRABLES	<p><b>Enjeu : prévenir les pollutions diffuses d'origine agricole</b> Plans d'épandage obligatoires, périodes d'interdiction, distance de traitement, couverture des sols, contrôle des reliquats azotés.</p> <p><b>Opportunités pour l'exploitation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation des apports = économies d'engrais</li> <li>Couvert végétal = protection du sol + bénéfices agronomiques (structure, azote, fourrage...)</li> <li>Argument pour accéder à des démarches environnementales valorisées</li> </ul>
ZONES DE NON-TRAITEMENT (ZNT)	<p><b>Enjeu : encadrer les traitements phytos à proximité des habitations et des cours d'eau</b> Hauteur de buse, vent, délai de réentrée, déclaration à l'administration... Règles spécifiques pour les produits les plus sensibles.</p> <p><b>Opportunités pour l'exploitation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adapter le matériel = meilleure précision, réduction des doses</li> <li>Travailler avec les riverains = apaiser les tensions, valoriser sa posture responsable</li> <li>Crédibilité renforcée pour les clients ou démarches de filière</li> </ul>
ICPE, ÉNERGIE, STOCKAGE, SÉCHAGE	<p><b>Enjeu : respecter les normes pour les équipements agricoles sensibles (fuel, engrais, stockage)</b> Réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) selon les volumes stockés (notamment azote, produits phytos, carburants, biomasse).</p> <p><b>Opportunités pour l'exploitation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en conformité = sécurité juridique + accès facilité aux aides à l'investissement</li> <li>Amélioration du stockage ou du séchage = réduction des pertes, économies d'énergie</li> <li>Préparation à des projets d'autoconsommation ou de transition énergétique</li> </ul>

Plutôt que de subir la réglementation, mieux vaut la comprendre et l'anticiper pour essayer de toujours en tirer parti : meilleure organisation, économies techniques, accès à des aides et financements, reconnaissance des efforts déjà engagés. Le diagnostic stratégique permet de prendre du recul sur l'ensemble de ces enjeux, de repérer les opportunités réglementaires activables, et de construire un plan d'action aligné avec la réalité de l'exploitation.

## 06 LABELS ET CERTIFICATIONS

Les labels et certifications sont des outils de reconnaissance de certaines pratiques agricoles : qualité, origine, environnement, nutrition, responsabilité. Ils peuvent renforcer la valeur du lait produit, ouvrir de nouveaux débouchés ou structurer une différenciation. Ils ne sont pas indispensables, mais peuvent être intéressants selon les ambitions, les débouchés visés ou les priorités de l'exploitation.



LABEL / CERTIFICATION	DESCRIPTION	DURÉE D'ENGAGEMENT	COÛTS ESTIMÉS	RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	ORGANISMES CERTIFICATEURS
<b>HVE (HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE)</b>	Certification environnementale niveau 3 : biodiversité, stratégie phytosanitaire, fertilisation, gestion de l'eau	3 ans renouvelables	Environ 800-1 200 €/an	Accès aux écorégimes, reconnaissance filière, valorisation territoriale	Certificateurs agréés (Ecocert, Certipaq...)
<b>AGRICULTURE BIOLOGIQUE (AB)</b>	Interdiction des produits chimiques de synthèse, rotation stricte, fertilisation organique	2 ans conversion + certification annuelle	1 000 - 1 500 €/an	+20 à 40 % sur prix vente (si marché porteur), aides conversion	Ecocert, Bureau Veritas, Agrocet...
<b>LABEL BAS CARBONE – GRANDES CULTURES</b>	Méthode officielle (2022) permettant de quantifier la réduction d'émissions (N <sub>2</sub> O, carburant...) et le stockage (sols, intercultures). L'objectif principal est d'optimiser le système de culture : allongement des rotations, couverture des sols, baisse des intrants, gain d'autonomie. La vente de crédits carbone est optionnelle.	Projet sur 5 ans minimum	Étude initiale + coût de suivi (3-7 €/ha/an)	-10 à -30 kg N/ha/an = économie d'engrais (15-25 €/ha) Amélioration de la structure des sols, meilleure résilience aux aléas Si vente de crédits : 30 à 80 €/t CO <sub>2</sub> (ex : 300 à 700 €/an pour une exploitation de 100 ha selon potentiel)	France Carbon Agri, Coopératives agricoles, Chambres d'Agriculture, Arvalis
<b>ZÉRO RÉSIDU DE PESTICIDES</b>	Engagement à ne pas avoir de résidus détectables dans les produits vendus ( $\leq 0,01$ mg/kg)	Généralement annuel, dépend de la filière	Suivi analytique à la charge du producteur	Valorisation commerciale si filière existante (ex : GMS, transformateurs)	Filières privées / coopératives

S'engager dans un label, c'est avant tout un choix stratégique : il doit être cohérent avec le modèle de l'exploitation, ses clients, ses ressources humaines et techniques. C'est une opportunité parmi d'autres pour valoriser ses pratiques, pas une obligation. L'important est de connaître les options, leurs impacts, et de choisir ce qui a du sens pour soi.

## 07 POUR C'EST STRATÉGIQUE D'AGIR MAINTENANT (ET COMMENT S'Y METTRE) ?

Les exploitations en grandes cultures doivent composer avec une équation complexe : charges élevées, climat incertain, normes croissantes... Mais en structurant leur stratégie, elles peuvent sécuriser leur rentabilité, anticiper les évolutions de marché et regagner en autonomie.

**Voici 5 bonnes raisons d'agir maintenant, avec des leviers simples à portée de main :**



### Retrouver de la marge malgré des charges élevées

Le coût des intrants pèse lourd dans la structure de charges. Optimiser les pratiques (fertilisation, travail du sol, rotation) est souvent plus rentable que produire plus.

→ Levier : Diagnostic stratégique gratuit avec son conseiller pour identifier ses leviers d'économie et prioriser ses efforts.

### Mieux résister aux aléas climatiques et de marché

Sécheresses, cours mondiaux, aléas réglementaires... plus de résilience = moins de vulnérabilité.

→ Levier : Engager une transition progressive (semis direct, diversité culturale, couverts) permet de sécuriser les rendements dans le temps.

### Répondre aux cahiers des charges sans surinvestir

Les filières attendent plus de traçabilité, moins de phytos, plus d'autonomie.

→ Levier : Intégrer des pratiques simples (ex : rotation avec protéagineux, couverts longs, réduction d'IFT) pour rester dans les radars des acheteurs.

### Accéder à des aides ou démarches sans complexité excessive

MAEC, écorégimes, HVE, label carbone... peuvent générer des revenus ou sécuriser des soutiens.

→ Levier : Poser un diagnostic pour choisir les dispositifs vraiment adaptés à sa situation (et éviter les usines à gaz).

### Faire reconnaître son rôle dans le territoire et les filières

Les producteurs de grandes cultures sont souvent peu visibles... mais structurants.

→ Levier : Valoriser ses pratiques auprès des partenaires (coop, meunerie, collectivités...), intégrer un projet local, développer des relations durables.

**VOUS N'ÊTES PAS SEUL POUR AVANCER : CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER AGRICOLE POUR ACTIVER CES LEVIERS GRATUITEMENT, AVEC DES OUTILS SIMPLES, DES PARTENAIRES LOCAUX ET UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ.**

